

CHRONIQUE

Jézabel Couppey-Soubeyran
Economiste

« Des banques trop grosses pour réussir »

Dans sa chronique au « Monde », l'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran invite à surveiller la concentration bancaire à l'œuvre en Europe.

Publié le 31 octobre 2020 à 06h30 | Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

Chronique. Annonces et bruits de fusions bancaires vont bon train partout en Europe. Si cela se concrétise, les colosses des secteurs bancaires nationaux en ressortiront encore plus grands, mais pas nécessairement plus forts sur leurs pieds d'argile. Les pouvoirs publics s'en inquiètent-ils ? Au contraire, ils encouragent la tendance. Celle-ci pourrait pourtant leur être fatale.

Quelques années avant la crise financière de 2007-2008, le secteur bancaire européen avait déjà connu un important mouvement de concentration : les établissements avaient diminué en nombre et augmenté en taille. Ce faisant, la part de marché des groupes bancaires nationaux s'était accrue. Chaque année, la Banque centrale européenne (BCE) mesure le taux de concentration des secteurs bancaires nationaux, en rapportant le total des actifs des cinq plus grands établissements d'un pays à l'actif total du secteur national.

Lire aussi | Avec la crise due au Covid-19, les banques européennes n'ont plus que le mariage en tête

Dans le cas du secteur bancaire français, par exemple, le taux de concentration était de 52 % en 2007, contre 45 à 47 % au début des années 2000. Ce mouvement a reflué puis a repris, dépassant, à la veille de la crise sanitaire (48,7 % à fin 2019), le niveau de concentration du début des années 2000. Dans l'Europe à vingt-huit, la moitié des secteurs bancaires nationaux avaient, fin 2019, un taux de concentration supérieur à 65 % au-delà de celui du début des années 2000.

Des groupes bancaires systémiques

La tendance importe plus que la valeur absolue de la mesure, car celle-ci est obtenue par la BCE sans reconstituer le périmètre national d'activité des grands groupes bancaires, en faisant comme si leurs filiales nationales étaient des établissements indépendants en concurrence. Cela réduit mécaniquement le chiffre du taux de concentration, n'aidant pas beaucoup à prendre la mesure du problème. Quoi qu'il en soit, la concentration des secteurs bancaires des pays européens était en hausse avant la crise sanitaire, et la tendance pourrait s'accroître avec les rapprochements en cours.

La concentration du secteur bancaire ne fait toutefois pas peur aux pouvoirs publics. C'est pour le moins paradoxal. D'abord, parce que la concentration du secteur non financier, dans le numérique notamment, a, ces dernières années, beaucoup mobilisé l'attention (voir la synthèse d'Axelle Arquié et Julia Bertin, « Les dessous de la concentration », dans *L'Economie mondiale 2021*, La Découverte, 128 pages, 10 euros), au point que le démantèlement des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) commence à être envisagé aux Etats-Unis.

Curieux que cela n'ait pas conduit à s'inquiéter aussi de celle du secteur bancaire. Ensuite, parce que cette tendance va de pair avec l'essor de groupes bancaires systémiques, ceux-là mêmes que le Financial Stability Board liste à chaque automne depuis 2011. Une trentaine de groupes systémiques mondiaux y figurent, avec une moitié environ de groupes bancaires européens, dont quatre français (BNP Paribas, BPCE – Banque populaire Caisse d'épargne –, Crédit agricole, Société générale), qui, s'ils chutaient, feraient s'effondrer le secteur tout entier.

Des mécanismes sous-calibrés

Depuis la crise financière, tout le monde convient de la nécessité d'en renforcer la surveillance, d'exiger de ces groupes plus de fonds propres. Nombreux sont les travaux qui ont permis de comprendre comment ces groupes avaient profité de la protection des pouvoirs publics pour grossir en s'endettant à moindres frais sur les marchés de la dette, comment ils étaient devenus trop gros pour être gérés et supervisés. Aussi, tout le monde en Europe a applaudi l'union bancaire censée défaire le cercle vicieux dans lequel ces groupes systémiques avaient embarqué leurs Etats protecteurs : désormais, ils seraient surveillés par la BCE et leurs créanciers seraient mobilisés en cas de problème.

Or que va-t-il se passer si rien ne vient enrayer le mouvement de concentration qui se réamorçe ? Les groupes bancaires européens vont être encore plus systémiques et le risque de crise bancaire va augmenter. Imaginons que Société générale et BNP Paribas fusionnent – c'est l'une des rumeurs du moment –, la taille du bilan avoisinerait alors les 3 500 milliards d'euros, environ 150 % du PIB de la France. En cas de difficulté, un tel groupe ne pourrait pas être sauvé par l'Etat français sans l'emporter dans sa chute, justifiant pleinement l'existence du mécanisme de résolution unique de l'union bancaire.

Mais ce dispositif est-il calibré pour une telle chute ? Clairement pas. En cas d'insolvabilité, il faudrait réunir près de 100 milliards d'euros pour reconstituer les fonds propres du groupe à hauteur du minimum réglementaire de 3 % de l'actif total, quasiment le double de la dotation entière du fonds de résolution ! Une telle insolvabilité est-elle improbable ? Malheureusement non, car une double problématique se profile au bilan des banques : non plus seulement celle des prêts qui ne seront pas remboursés si les faillites d'entreprise augmentent avec la crise sanitaire, mais aussi celle des actifs issus d'entreprises polluantes ou trop émettrices de gaz à effet de serre qui perdront de la valeur avec la transition écologique.

Dans la consultation qu'elle a récemment lancée sur le sujet, la BCE ne craint pas cette « consolidation » – terme qu'elle emploie plutôt que celui de « concentration » – et suggère qu'elle pourrait permettre aux banques de la zone euro de réaliser des économies d'échelle, de progresser dans la numérisation, d'améliorer leur rentabilité, d'être plus résistantes face à la pandémie, etc. Comme si la problématique des banques systémiques n'avait jamais existé. Et comme si la rentabilité de ces groupes importait plus au superviseur que leur stabilité. A croire que les leçons de la crise soient à géométrie variable...

Jézabel Couppey-Soubeyran est maîtresse de conférences à l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne et conseillère scientifique à l'Institut Veblen.

Jézabel Couppey-Soubeyran (Economiste)

Contribuer

Favoris Partage

Contenus sponsorisés par **Outbrain**

PUBLIOTE MACIF L'ESSENTIEL

Café : ami ou ennemi de votre santé ?

PUBLIOTE FEMME ACTUELLE.FR

Jean Castex : son geste "osé et incontrôlé" en plein JT qui fait réagir les téléspectateurs

Dans la même rubrique

Services

RUBRIQUES

- Actualités en direct
- International
- Politique
- Société
- Économie
- Les Décodex
- Résultats élections municipales 2020
- Sport
- Planète
- Sciences
- M Campus
- Le Monde Afrique
- Pixels
- Médias
- Décodex
- Vidéos
- Santé
- Big browser
- Disparitions
- Éducation
- Argent et placements
- Emploi
- Archives

OPINIONS

- Editoriaux
- Chroniques
- Analyses
- Tribunes
- Vie des idées

M LE MAG

- L'époque
- Le style
- Gastronomie
- Voyage
- Mode
- Les recettes du Monde

CULTURE

- Cinéma
- Télévision
- Monde des livres
- Musique
- Arts
- BD

SERVICES

- Mémorable : cultivez votre mémoire
- Meilleurs antivols vélo
- Codes Promo
- Codes Promo Groupon
- Formation commercial
- Cours d'anglais
- Cours d'orthographe
- Conjugaison
- Découvrir le jardinage
- Citations philosophie
- Sorties d'albums
- Jeux
- Annonces immobilières
- Prix de l'immobilier

SITES DU GROUPE

- Courrier International
- La société des lecteurs du Monde
- La Vie
- Le HuffPost
- L'Obs
- Le Monde diplomatique
- Télérama
- Talents
- Source Sûre
- Le Club de l'économie
- M Publicité

NEWSLETTERS DU MONDE

Recevoir les newsletters du Monde

APPLICATIONS MOBILES

Sur iPhone | Sur Android

ABONNEMENT

S'abonner

Se connecter

Consulter le Journal du jour

Événements abonnés

Le Monde Festival

La boutique du Monde

- Mentions légales
- Charte du Groupe
- Politique de confidentialité
- Gestion des cookies
- Conditions générales
- Aide (FAQ)